

**ATELIER CITOYEN
SUR LE CLIMAT**

AVIS CITOYEN SUR LA QUESTION :

«Quels leviers les pouvoirs publics en Rhône-Alpes doivent-ils actionner et avec quelle intensité, pour parvenir à une modification rapide des comportements individuels et collectif, permettant une réduction significative des émissions de gaz à effet de serre, à court terme (2020), à moyen terme (2050) ? »

Avril-Juillet 2011

LES PARTICIPANTS DE L'ATELIER CITOYEN

Joséphine **ALESSI**, *Fontaine (38)*
Damien **AMBERT**, *Pringy (74)*
Marc **AVEZARD**, *Veyras (07)*
Marie-France **BEDAIR**, *Annecy (74)*
Véronique **BILLOTET**, *Valence (26)*
Anne-Marie **BONY**, *Cognin (73)*
Martin **CHAMPETIER**, *Saint-Martin-d'Hères (38)*
Christian **CHAREYRE**, *Allan (26)*
Anne **COSTAZ**, *Lyon (69)*
Hubert **DE CRUZ**, *Portes-les-Valence (26)*
Martine **DELAIGUE**, *Saint-Etienne (42)*
Vincent **DIEMER**, *Lyon (69)*
Olivier **GRAS**, *l'Isle-d'Abeau (38)*
Jean-Claude **HERBOMEL**, *Saint-Maurice-de-Gourdans (01)*
Michel **JAGU**, *Mirabel-aux-Baronnies (26)*
Véronique **JOURDY COTTEN**, *Seyssins (38)*
Hélène **JUIF**, *Lyon (69)*
Adam **KERROUCHE**, *Pouilly-les-Fleurs (42)*
Bryan **LOVELL**, *Chambery (73)*
Benoit **MARECHAL**, *Grigny (69)*
Jean-Pierre **MARIE**, *Pont de Beauvoisin (38)*
Tonny **MOCO DE JESUS**, *Saint-Didier-au-Mont-d'Or (69)*
Marcel **MOREL**, *Thonon-les-Bains (74)*
Danielle **PACAUD**, *Thonon-les-Bains (74)*
Anne-Lise **PERRIN**, *Grenoble (38)*
Thierry **PICCOLO**, *Leyment (01)*
Jean-Pierre **PIOUD**, *Viriat (01)*
Jacques **PORTAZ**, *Myans (73)*
Christine **QUETAUD**, *Lagnieu (01)*
Jean-Michel **RUIVET**, *Annecy-le-Vieux (74)*
Pierre-Olivier **TERRAS**, *Saint-Clair (07)*
Michelle **TOURRON**, *Grenoble (38)*
Isabelle **VIEILLEGROSJEAN**, *Annemasse (74)*
Adélaïde **WAGNER**, *Lyon (69)*
Myriam **YLLAMOLA**, *Villeurbanne (69)*

PREAMBULE

Le Conseil régional Rhône-Alpes a adopté en octobre 2010 une délibération relative à son action en faveur du climat. Cette dernière prévoit notamment l'élaboration par la Région, en application de la loi Grenelle 2, de deux outils spécifiques : le Plan climat régional et, conjointement avec l'Etat, le Schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE).

La Région a souhaité permettre une expression directe de la parole citoyenne dans la conduite de ces exercices. Elle a donc conçu et mis en œuvre un atelier citoyen sur la thématique du climat, en s'appuyant sur sa politique en faveur de la démocratie participative. L'avis de cet atelier citoyen contribuera à alimenter le contenu du Plan climat régional et du Schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie, en complément d'autres travaux conduits avec les acteurs socioéconomiques. Il permettra également une interpellation de tous les citoyens rhônalpins par ceux de l'atelier, sensibilisés spécifiquement à cette question, sur la nécessité d'adapter dès aujourd'hui les comportements individuels aux enjeux du changement climatique.

L'équipe de la Région pilotant le projet était constituée de Jérôme BARBAROUX et Sylvain COITE (Climat-écoresponsabilité), et de Vanessa BERTRAND, Morgane TESTARD et Laura MARILLY-TOMASIK (Démocratie participative). Elle s'est appuyée sur l'équipe de Missions publiques (représentée par Yves MATHIEU, Estelle-Fleur GALATEAU et Adeline DIEUDONNE) pour l'animation de l'atelier qui s'est réuni au cours de 3 week-ends en Avril, Mai et Juillet 2011. Le détail du programme de ces trois week-ends figure en annexe 2.

*

Liste des abréviations citées dans l'avis

- **GES** : Gaz à Effet de Serre
- **CO²** : dioxyde de carbone, un des gaz à effet de serre ; cette abréviation est utilisée sachant qu'il y a plusieurs types de GES.
- **TER** : Train Express Régionaux
- **RRA** : Région Rhône-Alpes
- **ONG** : Organisation Non Gouvernementale
- **GIEC** : Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat
- **IPCC** : *Intergovernmental Panel on Climate Change*
- **PDE** : Plan Déplacement Entreprise
- **SRU** : Solidarité et Renouvellement Urbains
- **SRCAE** : Schéma Climat Air Energie

**

Notre participation dans l'atelier climat

Nous, participants de l'Atelier Climat, sommes un groupe de trente-cinq femmes et hommes habitant la Région Rhône-Alpes, âgés de 18 à 76 ans, et issus de milieux socio-culturels variés. Nous avons été tirés au sort et avons été volontaires pour participer à cet atelier, qui s'est déroulé à Aix-les-Bains sur trois week-ends, en Avril, Mai, et Juillet 2011, afin de répondre au mandat suivant qui nous était posé par la Région :

« Quels leviers les pouvoirs publics en Rhône-Alpes doivent-ils actionner et avec quelle intensité, pour parvenir à une modification rapide des comportements individuels et collectifs permettant une réduction significative des émissions de gaz à effet de serre (GES), à court terme (2020) et à moyen terme (2050)? »

Nous avons accepté de participer à l'Atelier citoyen Climat pour diverses raisons. Nous étions curieux de voir la forme et les enjeux qu'un atelier citoyen pouvait revêtir ; nous voulions faire l'expérience d'un processus de démocratie participative. Nous l'avons fait également par intérêt pour l'environnement et les questions climatiques, ainsi que pour l'avenir de nos enfants. En effet, il nous semblait important de donner notre point de vue en tant que citoyen, et d'exprimer, partager et échanger sur ces questions très actuelles, bien que nous n'en soyons pas des spécialistes.

Le travail dans l'Atelier, ancré dans un contexte de modifications perceptibles du climat (sécheresse, tornades, inondations), et par ailleurs la catastrophe de Fukushima qui soulève notamment la question des choix énergétiques, nous a fait comprendre la nécessité d'une réflexion sur nos changements de comportements. Si quelques-uns d'entre nous ont toujours quelques doutes sur le dérèglement climatique, par la richesse et la qualité des prestations des intervenants la grande majorité du groupe a pris conscience que l'être humain, en matière de consommation et d'industrie, par ses actions et ses décisions, a sa part de responsabilité dans l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre dans l'atmosphère et ses conséquences directes sur le climat.

Les personnes qui nous ont exposé des présentations et avec qui nous avons pu échanger (les interventions sont présentées dans l'ordre des interventions dans chaque catégorie):

- Elus du Conseil régional Rhône-Alpes :
 - o Benoit LECLAIR, Vice-Président délégué à l'énergie et au climat
 - o Lela BENCHARIF, Vice-Présidente déléguée à la démocratie participative, à la vie associative et à l'éducation populaire
- Représentants d'institutions publiques :
 - o Christophe DEBLANC, Chef de service à la Direction régionale de l'environnement, de l'équipement et du logement (DREAL Rhône-Alpes),
 - o Nordine BOUDJELIDA, directeur de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME Rhône-Alpes)
 - o Jérôme BARBAROUX et Sylvain COITE, responsable de service et chargé de mission au Conseil régional Rhône-Alpes, Direction du Climat, de l'Environnement, de la Santé et de l'Energie
 - o Hélène POIMBOEUF, Chef de projet environnement, Direction de l'Environnement, des Espaces naturels et du Climat, Grenoble Alpes Métropole,
- Experts :
 - o Marie-Antoinette MELIERES, climatologue, Collaboratrice de l'Observatoire de Sciences de l'Univers de Grenoble et de l'Institut de la Montagne
 - o Stéphane LABRANCHE, politologue, Chercheur-enseignant associé, Pacte de Grenoble, Chaire Planète Energie Climat, Institut d'Etudes Politiques de Grenoble, Membre du GIEC-IPCC
- Acteurs associatifs et particuliers :
 - o Renaud PEISIEU et Marie-Hélène FAURE, Association savoyarde pour le développement des énergies renouvelables (ASDER)
 - o Claude, Nicolas et Cindy, personnes ayant participé à l'opération « familles à énergie positive »

Nous restons cependant à l'écoute des querelles actuelles entre le Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'évolution du Climat et les climato-sceptiques qui relativisent le rôle joué par le CO2 et l'Homme. Par ailleurs, nous avons pu constater que si le sujet est connu, il est souvent mal approprié par le grand public, d'où la nécessité qu'une information fiable, précise et concrète sur les enjeux climatiques soit développée dans le discours public et politique. En effet, si on ne fait rien les prévisions du GIEC prévoient une élévation de la température supérieure à 6°C en 2100. Rappelons que si l'on dépasse le réchauffement moyen de 2°C sur la planète en 2100, les conséquences seront dramatiques à l'échelle de la planète (perturbations des éco-systèmes, famines, exodes et conséquences géopolitiques).

Notre travail dans l'atelier

Concrètement, l'atelier a débuté par une phase d'information pour comprendre les impacts. Nous avons travaillé à titre d'exemple sur l'analyse de notre mode de vie individuel.

Les deux outils mis à notre disposition, le « coach carbone » de l'Ademe (Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie) et le « climat entre nos mains » utilisé par l'Asder (Association Savoyarde pour le Développement des Energies Renouvelables), ont permis à certains d'entre nous de calculer notre propre bilan carbone, traduit en tonnes équivalent CO2. Lors de cet exercice, nous avons été confrontés à la difficulté de connaître précisément la quantité réelle de nos émissions de

gaz à effet de serre, à cause de la complexité des paramètres à évaluer. Au final, nous avons pu comparer notre bilan carbone aux moyennes nationales, et voir quelles étaient nos principales sources émettrices de gaz à effet de serre. Les bilans réalisés ont été partagés avec l'ensemble du groupe. Nous avons ainsi été étonnés par l'impact carbone du chauffage, de notre alimentation et de nos transports. Nos résultats diffèrent entre le monde rural et urbain, notamment à cause de la thématique des transports. Pour aller plus loin dans notre démarche, le « coach carbone » a permis à ceux qui ont été au bout de la démarche d'analyse, de mettre en place un plan d'action pour réduire notre impact écologique via une modification de nos comportements individuels.

Ensuite, nous avons travaillé sur l'analyse de deux scénarios proposés par les collectivités territoriales du Grand Lyon et de Grenoble Alpes Métropole, sur le long terme, à l'horizon 2040 et 2050. Ces scénarios de rupture nous ont fait prendre conscience qu'une société post-carbone est sans commune mesure avec celle que nous connaissons actuellement, et nous incite à revoir notre modèle de société.

Nous avons également visionné des films de la campagne « c'est tout vert » de la Région, ainsi que des films courts de sensibilisation à la crise climatique diffusés en Europe, en Amérique du Nord et en Australie par des ONG et des Gouvernements.

Ce qui s'est passé pour nous, participants de l'atelier climat, entre les trois séances de l'atelier

Entre les première et deuxième sessions de l'atelier climat, certains d'entre nous ont prêté davantage attention aux questions environnementales. D'une part, ils ont lu davantage sur les solutions alternatives et nouvelles technologies développées (voitures électriques ou l'avion solaire parti de Suisse pour aller jusqu'en Belgique), mais également sur les querelles climato-sceptiques. D'autre part, ils ont essayé de faire plus attention à la façon dont ces questions environnementales et sociétales étaient perçues et appréhendées par les gens qui les entouraient (quelle utilité de rouler en 4X4 en ville ?, par exemple) ou encore sur l'insuffisance des offres mises en place par la Région pour inciter à utiliser des modes de déplacements plus doux (TER trop cher et éloignement des gares SNCF, à titre d'exemples). La question de l'utilité de l'atelier citoyen a été soulevée par des proches ou des collègues.

Entre les deuxième et troisième sessions, certains d'entre nous ont une nouvelle fois abordé ces questions environnementales et sociétales autour d'eux (famille, travail et amis), ont souligné l'intérêt que pouvait avoir une éducation aux éco-gestes (aussi bien pour les enfants que pour les adultes), et quelques-uns ont changé de comportements, en modifiant leur conduite (avec un impact immédiat de l'ordre de -15% d'essence consommée), en utilisant le covoiturage au sein de l'entreprise ou en changeant de voiture. Mais certains se sont heurtés au scepticisme de leur entourage qui ne voyait pas l'intérêt d'un tel atelier climat, d'autres ont essayé d'en parler avec leur comité d'entreprise en proposant une démarche de type des familles à énergie positive, sans que cela ait eu un impact, et certains ont été « évités » par leurs collègues. Des participants ont mis en avant le fait qu'ils avaient voulu se servir du TER, mais ce-dernier étant en grève ces jours là, ils avaient dû se servir de leur voiture. Enfin, certains ont souligné que le manque d'exemplarité de certains dirigeants n'incitait pas à agir. L'utilité de l'atelier citoyen a également été questionnée par des proches.

Les changements de comportement que nous envisageons pour réduire nos émissions de gaz à effet de serre

Dans la phase de conception des réponses, nous avons identifié les domaines dans lesquels nous sommes prêts à agir en tant qu'individus pour limiter nos émissions de gaz à effet de serre. Le premier domaine concerne l'habitat, par la réduction de notre consommation énergétique, dont en particulier le chauffage. Le deuxième concerne les déplacements, avec la réduction de l'impact de la voiture individuelle, en utilisant d'autres modes de déplacements alternatifs (les transports en commun et autres modes doux). Il convient déjà de distinguer les déplacements de loisir qui restent un choix et une décision personnels, des déplacements professionnels qui nous sont souvent imposés, et enfin du transport de marchandises, qui est un fait de société. L'éco-responsabilité est un troisième champ d'action : chacun peut limiter son impact par une consommation responsable, sobre et si possible locale.

| | Quelques exemples de changements de pratiques que nous envisageons |
|-----------------------------------|---|
| Sur notre habitat | <ul style="list-style-type: none">• Réduction de notre consommation de chauffage (meilleure isolation de notre habitation, changement de notre mode de chauffage et diminution de la température intérieure d'1°C)• Réduction de notre consommation des appareils électroménagers et domestiques (en utilisant le wattmètre, ou en réduisant le nombre de lessives faites par semaine, par exemple). |
| Sur nos déplacements | <ul style="list-style-type: none">• Réduire l'usage de notre voiture, en évitant de l'utiliser pour se déplacer en zone urbaine ou péri-urbaine, en privilégiant le covoiturage, et des modes de déplacement doux, tels que les transports en commun et le vélo.• Réduire nos émissions de gaz à effet de serre, en privilégiant des voitures hybrides, et privilégier des destinations de vacances sobres n'impliquant pas de vols longs courriers. |
| Pour adopter l'éco-responsabilité | <ul style="list-style-type: none">• Consommer responsable, en achetant local, de saison et en cuisinant nous-mêmes• Limiter notre impact carbone, en achetant moins, en troquant, en partageant et en changeant certains aspects de notre mode de vie (diminuer la fréquence des lavages, composter, télétravailler quand c'est possible)• Privilégier les énergies renouvelables, en devenant nous-mêmes producteurs d'énergie renouvelable et en préférant des produits à faible empreinte carbone. |

Cependant, nous pensons que la seule implication du citoyen ne suffira pas à lutter contre le changement climatique. Le citoyen doit être soutenu par les pouvoirs publics, qui sont à même d'actionner des leviers sur l'ensemble du territoire. Cependant, comme nous en avons discuté entre nous en atelier, nous ne pouvons franchir seuls certains obstacles.

Le principal obstacle est d'ordre économique. Les mesures individuelles à mettre en place peuvent avoir un coût que tout le monde ne peut pas assumer seul (changer de chaudière, isoler sa maison et changer sa voiture). Certains freins sont liés à la nécessité d'avoir une réponse à l'échelle internationale, tout en prenant en compte la puissance et l'influence des lobbies (l'impact carbone dû à la délocalisation industrielle dans les pays émergents, à titre d'exemple). De plus, la pression exercée par la société de consommation n'incite pas à la sobriété. L'exemple des collectivités et des élites doit tendre de plus en plus à inciter à l'éco-responsabilité.

Le second obstacle est d'ordre psychologique. Il concerne la peur du changement, le manque de temps que nécessite l'adoption de nouvelles pratiques (prendre les transports en commun au lieu de la voiture, cuisiner, jardiner, trier ses déchets), l'appréhension d'une régression au niveau du confort de vie, le découragement face à l'ampleur de la tâche, et la disproportion entre l'effort individuel et la nécessité d'une action de tous. Même si toute la population de Rhône-Alpes agit, elle ne représente qu'environ un millième de la population mondiale.

Le troisième obstacle est lié à l'absence de marges de manœuvre que l'on peut avoir dans certaines circonstances (besoin de déplacement domicile-travail, habitat collectif/locatif).

Le quatrième obstacle est lié à des lacunes dans l'offre, d'une part d'ordre technologique, avec un manque de visibilité sur les technologies alternatives (fiabilité à long terme des nouveaux équipements et l'insuffisance de l'infrastructure adaptée, comme pour la recharge des véhicules électriques). D'autre part, elles concernent également l'offre des politiques publiques, avec par exemple les propositions insuffisantes des transports publics notamment en zone rurale, ou l'absence de filières de recyclage des produits dangereux (traitement des ampoules basse consommation).

Tout au long de l'atelier, lors des différentes phases (information, réflexion et formalisation des recommandations), des questions sont restées en suspens, et ont fait l'objet de débats, qui sont pris en compte dans l'élaboration de cet avis.

Pour conclure, notre atelier a contribué à identifier et à proposer huit principaux leviers qui pour nous, devraient permettre à la Région et aux collectivités d'arriver aux objectifs d'une réduction des émissions de gaz à effet de serre comprise entre -20 à -40% à l'échéance 2020 dans un premier temps, et entre -75 et -80% à l'échéance 2050, en un second temps. Ensuite nous avons exposé les quatre débats que nous avons considérés comme étant les plus importants. Tous ces éléments sont présentés ci-après.

La question posée par la Région nous a amené à réfléchir aux initiatives que pourraient prendre les pouvoirs publics pour nous aider et nous amener à modifier nos comportements individuels et collectifs. Les trois domaines dans lesquels ces changements sont nécessaires et concernent les habitants sont les transports, le logement et la consommation.

Nous travaillons à l'échelle de la région, c'est-à-dire que nous parlons du territoire régional, sans nous restreindre aux compétences du Conseil régional. Nous attendons de la Région qu'elle interpelle les autres niveaux de pouvoir (Etat, Europe) pour certains sujets et qu'elle assure une bonne coordination des différents échelons territoriaux pour mettre en place les mesures nécessaires à tous les échelons.

Trois ingrédients nous semblent indispensables : **de l'ambition, le désir d'être innovants et imaginatifs, et une volonté politique forte.** C'est d'autant plus difficile que beaucoup de choses existent déjà, comme nous l'avons découvert au travers de différents exposés que nous avons entendus.

LES HUIT LEVIERS QUE NOUS AVONS IDENTIFIES

Au terme de nos échanges avec les intervenants et de nos débats, nous avons identifié huit leviers :

| | |
|---|---|
| 1 | La communication, la sensibilisation et l'accompagnement |
| 2 | La mise en place d'une offre publique facilitante |
| 3 | Le déploiement à l'échelle de la région des politiques et des pratiques qui ont fait leurs preuves |
| 4 | L'exemplarité des politiques et des services publics |
| 5 | Le développement d'un aménagement de territoire faiblement émetteur de CO2 |
| 6 | De nouvelles politiques publiques, avec des aides financières, des taxes, des réglementations (pouvant aller jusqu'à des interdictions) |
| 7 | Adapter l'existant |
| 8 | Le développement de nouvelles possibilités. |

1- LA COMMUNICATION, LA SENSIBILISATION ET L'ACCOMPAGNEMENT

Pourquoi ? Quels constats de départ ?

- Notre participation à cet atelier nous a permis d'être **informés sur le sujet**. C'est le fait de produire un avis, ensemble, qui nous motive. Réfléchir ensemble, lister les obstacles, et rechercher les actions à mener, sont des situations qui nous ont conduits à nous intéresser, comprendre autrement et nous mobiliser, pour nous permettre de devenir des messagers auprès de notre entourage. Une simple réunion d'information ou un document d'information n'aurait pas eu cet impact sur nous.
- Pour nous, la **prise de conscience individuelle et collective** sur les changements de comportements est une nécessité, même si on sait que ce n'est pas simple. C'est à nous de nous en donner les moyens !
- **L'action au niveau régional** est aussi à prendre en compte à l'échelle de la planète.
- L'information existe sur le sujet de la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Mais elle n'est ni **adaptée, ni ciblée**. Par conséquent, beaucoup ne se sentent pas concernés directement. A l'inverse, une partie du monde économique a intérêt à maintenir les émissions à un niveau élevé. Ce monde communique aussi. Il est donc important de diffuser une information claire et objective.

Accompagner et inciter pour agir !

- **L'accompagnement nous paraît un levier fondamental** : pour être informé de l'impact des changements de pratiques (coach carbone précis), apprendre à vivre avec moins de contraintes, lancer des dynamiques de groupe et d'échange de bonnes pratiques.
- L'incitation aux changements de comportements, l'encouragement et l'accompagnement des actions mises en place sont à rechercher en priorité, par des moyens adaptés, et ce, dans la durée.

Inciter la jeunesse

- L'objectif à long terme poursuivi par la Région demande de privilégier **l'incitation de la jeunesse à l'action**.
 - Cela peut passer par des **mesures très simples et concrètes** : création de jardins pour sensibiliser enfants et jeunes à l'intérêt de la culture locale et aux produits locaux. La région peut créer des kits de jardinage, qui comprennent une sensibilisation aux dangers des engrais et des pesticides.
 - De même, le **tri sélectif** dans les écoles, collèges, lycées et universités pourrait être généralisé, avec une explication de l'intérêt du tri, de l'impact du « non-tri », la mobilisation d'équipes « tri sélectif » dans chaque établissement, et l'échange de bonnes pratiques sous forme vidéo.

- Dans les collèges et lycées plus spécifiquement, **l'écologie** (et la question des émissions de gaz à effet de serre) mérite une place particulière dans les enseignements. L'expérimentation (par exemple la fabrication de wattmètres, de minuteries pour les douches dans les classes de physique, la production d'énergie au sein des établissements) et l'échange d'expériences et d'idées seront privilégiés, et les jeunes poursuivront les bonnes pratiques chez eux.
- Pourquoi pas un plan climat dans chaque établissement scolaire ? et l'étendre à chaque établissement public et privé, d'une façon volontaire en un premier temps, puis d'une façon obligatoire, en fonction du nombre de personnes concernées.

Inciter les consommateurs adultes

- Pour les **consommateurs adultes**,
- **Pas assez de visibilité** donnée à ce que font déjà la région et les pouvoirs publics ;
- **Une sensibilisation spécifique du grand public aux enjeux des émissions de gaz à effet de serre**, dans des lieux adaptés (entreprises, centres sociaux, transports collectifs, administrations ...). Des informations concrètes et adaptées inciteront à l'action. Une attention sera donnée aux personnes moins intégrées dans la société.
- Les professionnels et les petites structures présents sur le terrain (travailleurs sociaux, associations caritatives) sensibiliseront les individus et les ménages à **l'intérêt de modifier leur consommation et aux possibilités de réduire leur facture énergétique** (donc des économies à la clé). Les possibilités d'offres de producteurs locaux (paniers de fruits et légumes) seront diffusées. On se situe du côté de la sensibilisation humaine.
- La **création d'un label « produit en RRA »** (Région Rhône-Alpes) favorisera les achats de produits locaux.
- **L'information sur le poids carbone** des aliments et équipements doit être développée et systématisée.
- **Partager l'information** sur un site internet de la RRA unique, regroupant les informations pratiques (enjeux, actions possibles, aides régionales et des autres collectivités).
- **Diffusion de publicités percutantes**, voire choquantes, et courtes qui mettraient en scène les conséquences futures des comportements actuels (pourquoi ne pas adopter une démarche de communication proche de celles utilisées pour la lutte contre le tabagisme et la sécurité routière, ce qui serait cohérent avec l'importance de l'enjeu ?)
- Diffuser, à l'échelle de la région, **des démarches de type « familles à énergie positive »**, que certains d'entre nous ont traduit par « familles à énergie renouvelable », avec des incitations à la clé.

- Prévoir pour les bâtiments publics et les collectivités, un **affichage des émissions de CO2 et/ou des consommations énergétiques**.

Pour les nouveaux arrivants en région, prévoir **un livret expliquant toutes les possibilités d'émettre moins de gaz à effet de serre** et proposer une offre promotionnelle d'achat d'un billet de train, de poubelle permettant le tri ...

Informer et agir collectivement

- Les **administrations publieront leur bilan carbone** de manière régulière et les actions prises pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre seront diffusées.
- De même qu'il y a des réunions obligatoires en matière d'information sur la sécurité et l'hygiène, une **obligation pourrait être mise en place sur la question climatique et les gaz à effet de serre**, au sein des entreprises et administrations.
- Enfin, des **porte-paroles emblématiques** expliqueront publiquement la réalité du changement climatique et les actions réalisées ou les actions nécessaires.

2 – LA MISE EN PLACE D’UNE OFFRE PUBLIQUE FACILITANTE

Pourquoi ? Quels constats de départ

- Nous n’avons pas forcément **connaissance de ce qui existe comme possibilités**.
- Parfois **l’offre publique** au sens large est **inexistante**, par exemple pour les repas à faible teneur en GES dans les cantines scolaires, la restauration collective et les services de proximité.
- Or, nous pensons que l’offre publique peut aussi être **un moyen de lutter** contre certains lobbies ou certaines pratiques de l’industrie qui sont contradictoires avec les objectifs recherchés, et qu’individuellement, nous ne pouvons pas modifier.

Privilégier les services publics de proximité

- Ici, ce sont les **services publics de proximité** qui seront privilégiés, afin de limiter les déplacements et les activités locales. Il s’agit de services dans le domaine de l’administration, de la santé (soins, prévention avec des aides aux maisons médicales), l’éducation et la formation, les services bancaires, la culture et les loisirs (théâtres, piscines, stades), les transports, la restauration collective (où on favorisera l’achat de produits locaux et leur transformation sur place), les commerces ambulants et les commerces multi-services. Cela permet de **maintenir de l’emploi local et des conditions d’accès pour tous**.
- Nous constatons qu’une fois ces services supprimés, il est difficile de les réimplanter localement, et que leur suppression conduit à des besoins de déplacement et une baisse de la qualité de vie. Nous nous demandons s’il est envisageable de **rouvrir certaines lignes de chemin de fer dans les territoires ruraux**.
- Mais on peut sans doute aller au-delà d’une conception traditionnelle de l’offre publique, en incluant l’accès à des produits alimentaires. D’ici 2050, **l’agriculture de proximité** pourrait être vue comme un enjeu de service public, de même que la **production d’énergie au niveau local** au travers de mini-centrales photovoltaïques, éoliennes ou autres, dans les quartiers ou les bourgs.

Adapter l’offre en fonction des besoins

- Ces services seront maintenus partout, en particulier dans **les zones à enjeux** (banlieues, zones urbaines périphériques, territoires ruraux). Et on veillera à prendre soin des populations **les plus éloignées des services**, dont les personnes en difficulté (âgées et à faible ressources). Les regroupements communaux seront renforcés.
- On pourra envisager des **regroupements communaux** pour assurer ces services ; pour aider les collectivités, on pourrait inventer des mécanismes qui pénalisent les collectivités qui n’atteignent pas certains objectifs. On ne peut se contenter de maintenir ce qui existe, parce que si on se limite à cela, la situation va se dégrader.

3 - LE DEPLOIEMENT A L'ECHELLE DE LA REGION DES POLITIQUES

ET DES PRATIQUES QUI ONT FAIT LEURS PREUVES

Pourquoi ? Quels constats de départ

Avant d'inventer des politiques publiques nouvelles, il nous semble que l'un des leviers les plus efficaces, est le déploiement à l'échelle de la région des politiques qui font leur preuve.

Lorsque nous avons entendu Grenoble Métropole nous expliquer son plan climat, lorsque nous avons rencontré les familles à énergie positive, et lorsque nous avons parlé autour de nous entre les séances, il nous est apparu qu'un levier important à la portée de la région et des 3000 communes, c'était d'abord le **déploiement de ce qui fonctionne bien**. Sans en faire l'inventaire complet ici, nous voulons souligner l'intérêt de ce levier.

Maintenir ce qui fonctionne bien

- **Par exemple, l'opération « mur-mur »** de Grenoble Métropole (l'amélioration de manière significative l'isolation et le confort des copropriétés privées construites dans l'agglomération entre 1945 et 1975) mérite d'être généralisée, étant donné l'impact actuel du logement dans les émissions de GES au sein de la région. Les habitations plus anciennes devraient également être concernées. Pour ce qui est de l'application des normes les plus récentes sur les habitations neuves, nous nous sommes interrogés sur les moyens de contrôle existant sur le territoire régional.
- Nous sommes favorables à **des journées sans voiture**, déjà pratiquées dans le passé, les dimanches et dans les centres villes. Il faut privilégier les jours où cela pose moins de difficultés, en étudiant les situations par quartier, ce qui aidera à changer les pratiques progressivement. Selon nous, une « grève » de voiture peut avoir un fort **effet pédagogique** et incitatif !
- Nous pensons qu'il doit y avoir une **véritable coordination de la Région** pour faciliter le transfert d'expériences et la généralisation progressive entre toutes les collectivités.
- Il nous semble important de ne pas faire des « coups », ce qui compte, c'est de faire des opérations dans la durée. Il ne faut pas craindre une expérimentation dans la durée. A ce titre, certaines expérimentations ont été abandonnées sans faire un bilan et peut-être trop rapidement (l'initiative de covoiturage dans le Vercors, à titre d'exemple).
- L'approche « familles à énergie positive » nous semble être également à développer.

Pourquoi ? Quels constats de départ

Nous sommes partis de nos interrogations sur certaines pratiques, comme l'éclairage public la nuit, mais aussi celui des routes, des immeubles publics et les panneaux d'affichage lumineux, qui fonctionnent également la nuit, pour nous demander quelle était réellement leur utilité, et quelle réflexion nous pouvions avoir sur les sources d'énergies utilisées.

Nous nous sommes également interrogés sur les mesures prises par les collectivités permettant de réduire leurs émissions de GES, et la manière dont les collectivités s'y prennent pour faire connaître ces initiatives et ces résultats à la population.

Enfin, nous nous sommes aussi interrogés sur la cohérence des élus sur leurs choix entre les politiques menées et les pratiques (manière de se déplacer, logement etc.). Un tel enjeu politique doit devenir une priorité pour tous les élus et agents de la Région, du président au plus modeste travailleur.

EXEMPLARITE ET TRANSPARENCE DES SERVICES PUBLICS

- **L'exemplarité est pour nous une obligation morale**, à la fois au niveau des élus et à la fois au niveau des collectivités et de leurs agents, et des services publics. L'objectif de diminution de 75 à 80% des émissions inscrit dans les politiques publiques concerne d'abord les institutions (la population comprendrait mal qu'un tel objectif soit recherché de manière générale dans la région sans que l'institution se l'impose). Par ailleurs, nous tenons à souligner que si l'exemplarité des élus politiques est très importante, celle des grands dirigeants et grands patrons, est également fondamentale. L'effet de cette exemplarité sera, par une communication systématique, **de stimuler, de renforcer et d'inspirer les habitants, les entreprises et les autres institutions sur la voie des changements de pratiques**. Les bonnes idées au niveau collectif peuvent aussi être des bonnes idées au niveau individuel.
- Nous avons compris que c'est le plan climat de chaque institution qui doit porter cette exemplarité. **Les plans climats concernent tout le monde**. Nous nous demandons pourquoi les collectivités de moins de 50 000 habitants échappent à cette obligation, même si nous comprenons qu'elles ont moins de moyens techniques pour formuler ces plans. Mais dans ce cas, n'est-ce pas aux Départements et à la Région de les accompagner ?
- Nous recommandons que le bilan carbone et le plan d'action (chauffage, déplacement du personnel, télétravail, réduction du parc automobile, mise en œuvre d'un programme formation/sensibilisation à l'éco-conduite etc.) et les mesures prises par chaque structure publique (dont les réseaux de transport publics, les hopitaux, les tribunaux...) soient **disponibles et diffusés**.

- Nous demandons un fonctionnement paritaire, de type CHSCT (Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail) pour ces programmes de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Au-delà d'un plan spécifique, un comité pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre pourrait être constitué dans chaque entité, pour assurer la permanence de la mise en œuvre et garantir l'atteinte des objectifs. Il pourrait être obligatoire pour tout personnel des structures publiques de suivre une **formation sur la question des émissions de gaz à effet de serre et des objectifs de la région**.
- Les commandes passées par ces organismes, si elles sont conçues en fonction de l'objectif de changement, vont influencer les offres sur le territoire.
- Il est important de rendre publics les résultats atteints de manière très régulière.

Les gains d'une réduction des émissions de gaz à effet de serre par la Région

- On pourrait imaginer que les élus adoptent une baisse régulière et contrainte sur plusieurs années des volets énergies des budgets publics, et que les baisses **soient converties en investissement**. Les budgets liés aux flottes de voitures et aux achats d'énergie fossile pourraient ainsi être mis sous contrainte (par exemple, baisser d'au moins 10% par an). Des formations l'éco-conduite seront organisées pour tous.
- Se pose la question de la croissance des besoins en énergie des collectivités : pourraient-elles se contraindre à ce que les besoins nouveaux, liés à des nouveaux équipements, en énergie des collectivités soient assurés obligatoirement par des **énergies renouvelables produites localement** ?
- A cette fin, nous évoquons la transformation des panneaux publicitaires électriques en panneaux autonomes.
- **L'exemplarité doit aussi toucher le secteur privé, les commerces et les entreprises, de manière volontaire ou réglementaire.**
- Quant à nous, nous évoquons la mise en place de compteurs intelligents, ce qui nous permettrait de vérifier par exemple l'importance des consommations des appareils en veille. Si nous pouvons contrôler notre action, les services publics doivent en faire autant ! **L'action doit être entreprise par tous les secteurs d'actions**. En effet, nous tenons à souligner que si nous sommes actuellement, en 2011, six millions de personnes en région Rhône-Alpes, nous avons lu récemment un article indiquant des projections à 7, 5 millions d'ici 2050. Nous devons baisser nos émissions de 75 à 80%, mais en parallèle, la population va s'accroître de 25%, ce qui va augmenter la contrainte. Une action individuelle et isolée ne pourra donc pas suffire.

Pourquoi ? Quels constats de départ

Pour que la région soit faiblement émettrice de gaz à effet de serre en 2050, nous proposons de développer systématiquement **des zones à énergie positive ou des zones sans énergie fossile**, et de couvrir progressivement le territoire avec de telles zones.

Le principe des zones à énergie positive

- Le principe consiste à aménager au fur et à mesure de telles zones, et d'y rechercher une réduction des gaz à effet de serre, des nuisances sonores et pollutions et de la production d'énergie locale.
- Nous proposons que **soient créées de manière systématique des zones en proximité des villes** qui permettent de supprimer les émissions liées à la logistique de proximité, ce qui permet de maintenir les émissions hors du territoire. Il s'agirait de zones logistiques, en-dehors des centres villes, accueillant les véhicules lourds et polluants, où seraient stockés les produits avant leur acheminement. Leur distribution locale se ferait avec des véhicules respectueux de l'environnement. Dans ces zones, tous les immeubles devraient être à énergie positive.
- De même, progressivement, **les voitures pourraient être tenues éloignées des bourgs**, pour encourager la marche à pied, et augmenter la qualité de vie de tous. Des parcs de stationnements surveillés seraient installés à proximité immédiate.
- En centre-ville, cela passe par de **nombreux aménagements**, avec une augmentation des espaces verts, des espaces piétonniers, des surfaces couvertes par les arbres, des potagers urbains, les verdissements de toits ou toits transformés pour la production d'énergie locale, murs et tous les espaces qui pourraient être utilisés. Une analyse du potentiel pourrait être faite dans chaque commune, et des animateurs chargés d'inspirer de tels développements sur tout le territoire pourraient être formés et déployés par les collectivités.
- On pourrait aussi aller vers une amplification du développement de **quartiers « exemplaires »**. Les collectivités ne pourraient-elles pas développer le principe de réutilisation des équipements urbains, comme les ménages peuvent le faire avec les équipements de la maison ? Dans ces quartiers, les publicités incitant à la consommation effrénée seraient fortement limitées, voire interdites.
- L'exemplarité de ces développements serait mise en avant, et communiquée largement. Leur **impact positif** sur tous serait souligné (santé, économie, emplois ...). Des **labels** pourraient être créés pour les entreprises et les commerces intégrant ces zones exemplaires.
- Ces projets pourraient être partiellement financés par des taxes sur les émissions de GES et sur les principaux émetteurs.
- Par ailleurs, nous tenons à souligner que les règlements d'urbanisme parfois empêchent de prendre les mesures adaptées, par exemple de placer des panneaux photovoltaïques ou autres équipements de production d'énergies renouvelables, dans certains secteurs protégés ; les habitants n'ont pas donc pas accès à cette possibilité, malgré leur intention.

6 – DE NOUVELLES POLITIQUES PUBLIQUES, AVEC DES AIDES FINANCIERES, DES TAXES, DES REGLEMENTATIONS (POUVANT ALLER JUSQU'A DES INTERDICTIONS)

Pourquoi ? Quels constats de départ

Ces politiques nouvelles viseront à développer un **nouveau bouquet énergétique dans la région**, et à soutenir les habitants dans leur réduction des émissions de gaz à effet de serre, en particulier les familles avec des jeunes enfants.

En effet, ces familles vivent des évolutions de leurs besoins et de leur consommation, ce qui les conduit à augmenter leurs émissions de gaz à effet de serre. Elles ne disposent pas, ou d'une façon moindre, de ressources leur permettant de réduire leurs propres émissions. De plus, les parents de jeunes enfants ont une fonction d'éducation, et ce sont eux qui accompagnent ceux qui vont vivre dans le monde « post carbone ». Mais au-delà de ces familles, ces politiques faciliteraient l'adoption de nouvelles pratiques par tous.

Des aides pratiques

Cela pourrait prendre la forme de **conseils très pratiques**, encourageant à des pratiques faiblement émettrices de gaz à effet de serre :

- **Savoir acheter** (des produits locaux et de saison, mais encore faut-il connaître les produits de saison de nos régions, ou moins acheter de viande)
- **Savoir cuisiner** (pour ne plus consommer les produits industriels et faire soi-même ses propres préparations culinaires)
- **Savoir se chauffer** (ne pas chauffer au-dessus de 19°C permet de réduire sensiblement sa consommation énergétique)
- **Savoir économiser l'énergie** (par des gestes et astuces, par exemple en économisant l'eau chaude sous la douche)

Des aides financières

- Mais aussi des **mécanismes fiscaux nouveaux dans le locatif**, par lesquels les propriétaires de logements fortement émetteurs seraient redevables d'une taxe carbone, et les ménages qui y vivraient bénéficieraient d'une aide venant compenser le coût élevé d'exploitation de ce logement. On pourrait par exemple avoir **une taxe foncière qui évolue en fonction de l'efficacité énergétique du bâtiment**. Il est indispensable de trouver un mécanisme qui incite les propriétaires à faire des travaux visant une réduction des consommations.
- Le **développement de filières d'approvisionnement locales** sera renforcé, en particulier pour les produits agricoles. Pour créer cette dynamique, des partenariats seront créés pour encourager des nouvelles pratiques, par exemple entre écoles de commerce et lycées agricoles.
- De grands groupes de distribution sont originaires de la région. Nous proposons qu'ils soient **associés à la recherche de solutions**, et que se développent des journées d'action, des productions de conseils, des guides dédiés, des initiatives aidant les habitants à modifier leurs pratiques.

Investir dans la recherche sur l'énergie

Il nous paraît naturel que soient renforcés **les partenariats avec les centres de recherche de la région** pour développer à grande échelle une production d'énergie propre sur l'ensemble de la région. Ainsi, la région pourrait investir dans :

- **L'énergie hydraulique**
- **L'énergie solaire** (tant thermique que photovoltaïque)
- **L'énergie biomasse** (bois énergie ou la production d'énergie par les déchets, à savoir la méthanisation)
- **La géothermie**
- **L'énergie éolienne**, en améliorant et en étendant cette source de production
- **L'énergie nucléaire**, même si cela a fait très fortement débat entre nous. Nous ne sommes pas tous d'accord de la place à accorder à cette énergie, notamment en tant que proposition à faire à la Région, car elle comporte de nombreux risques, mais est également très peu émettrice de gaz à effet de serre. Pour ceux qui ont évoqué le développement du nucléaire, une minorité d'entre nous (et nous tenons à insister sur ce point), il s'agirait alors de développer une nouvelle énergie, telle que celle ITER (*International Thermonuclear Experimental Reactor*), qui se voudrait moins dangereuse.

Mise en place de certaines taxes

- Nous pensons que **l'aide financière** aide à changer, de même que les taxes (gros pollueurs, taxe carbone etc.).
- Les pouvoirs publics pourraient mettre en place une **taxe dirigée vers les nouvelles constructions collectives et individuelles**, ne répondant pas aux nouvelles exigences (THPE, BBC ...) d'économie d'énergie. A l'inverse, la Région pourrait envisager **l'exonération de taxe pour permettre la construction de certains projets innovants**, en vue d'une réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Quel usage des outils réglementaires et fiscaux ?

- Nous n'avons pas rejet *a priori* des outils réglementaires et fiscaux, qui nous semblent nécessaires pour généraliser les comportements économes en gaz à effet de serre, au-delà de l'action individuelle et collective volontaire. A cette fin, nous avons établi une liste de principes qui rendent les mesures acceptables :
- Une **taxe redistributive** : les produits de la taxe serviraient à réduire les émissions de GES, en étant réinvestis sur de l'amélioration des structures existantes ou sur la mise en place d'aides (pour les particuliers notamment).
- Il nous paraît essentiel que s'il y a la mise en place de taxes, celle-ci doit se faire par **paliers**. Nous pensons qu'il faut en premier lieu aider, puis au bout d'un certain temps commencer à taxer, et enfin interdire et contraindre. Nous requerrons une **taxation progressive** en fonction de la consommation des biens/services.

- Nous pensons qu'un **suivi de l'évaluation de l'effet des réglementations et des taxes est indispensable.**
- La **gouvernance** doit être élargie dans l'instauration de la taxe et de la réglementation, afin qu'il y ait une réelle action collective qui en découle.
- A cette fin, la **réglementation et les taxes doivent être adaptées et modulées** en fonction de chacun. Nous prenons l'exemple hors de notre région d'une réglementation pour « l'habitat traditionnel » breton, où l'on doit installer certains matériaux de la région, notamment des ardoises, qui ne sont pas produites sur place, et qui doivent être acheminées depuis l'Espagne. Il y a là une contradiction apparente entre réglementation et réduction des émissions de gaz à effet de serre.
- Néanmoins, pour certains d'entre nous, la taxation ne fait pas l'unanimité ; il faudrait avant tout privilégier d'autres manières d'agir.

Le courage de mesures impopulaires

- Nous demandons aux politiques **le courage de mettre en place des mesures impopulaires.** Mais seront-ils prêts à risquer leur mandat ?
- Si certains évoquent le fait de **limiter la vitesse** sur les autoroutes (110 km/h pour les véhicules particuliers et 90km/h pour les camions), nous nous demandons ce qu'il en est concernant les autres pays européens. Pourquoi de telles différences entre les pays d'Europe alors qu'il est prouvé que la réduction de vitesse sur les routes a un impact fort sur les émissions de GES ? Nous **préconisons l'interdiction de certaines pratiques**, comme les voitures en centre-ville. Cela suppose par conséquent qu'il y ait des **alternatives adéquates** (dans ce cas précis, des transports en commun plus adaptés) quand il y a des interdictions.
- Au niveau de l'entreprise, nous sommes pour **la mise en place de PDE de manière généralisée** (Plan de Déplacement Entreprise), et l'institution d'un intervenant chargé des entreprises dans chaque communauté de commune pour inciter aux actions éco-responsables au-delà des déplacements.
- Nous demandons **l'harmonisation des normes** aussi bien en ce qui concerne l'habitat (normes relatives à la construction et à la rénovation), que la consommation (pour les appareils ménagers, par exemple).
- D'une façon générale, il nous paraît nécessaire d'**impliquer les citoyens dans les politiques publiques y compris les taxes et réglementations**, comme c'est le cas avec cet atelier pour le plan régional air énergie climat.

Pourquoi ? Quels constats de départ – la précarité énergétique

- Nous pensons qu’il y a un **vrai défi énergétique** en matière d’habitat. L’énergie devient trop chère pour se chauffer, et de nombreuses familles n’ont pas les moyens d’isoler correctement leur habitation et d’éviter les déperditions de chaleur, et donc le gaspillage énergétique.
- De même, **vivre éloigné des centres urbains** risque d’entraîner une **certaine précarité**, dans la mesure où aller travailler peut coûter trop cher à certaines personnes démunies (coûts de l’essence et de l’entretien de la voiture, mais également coût élevé et/ou difficultés d’accès des transports en commun).
- Selon nous, en adaptant l’existant, des **résultats concrets et rapides** pourraient être obtenus en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Nous avons surtout développé des exemples dans les déplacements, mais le même raisonnement peut se faire dans l’habitat, la production d’énergie et la consommation.

Les mesures à prendre

- Pour faciliter l’usage d’autres modes de déplacements que la voiture, les premières améliorations qui nous paraissent importantes sont au niveau **du service**, pour que celui-ci soit plus fiable. C’est aussi là que les résultats les plus rapides pourront être atteints.
- Ainsi, les TER et les cars n’offrent **pas aujourd’hui une fiabilité suffisante** pour que l’on puisse se décider de se passer de la voiture. Plusieurs d’entre nous ont expérimenté durant cet atelier des situations pratiques, comme un car remplaçant un TER qui ne part pas à l’heure annoncée (départ supprimé) parce qu’il n’y a pas assez de voyageurs à bord, ou un lieu de vacances dans la région qui n’a pas de desserte en transport collectif. Il nous faut donc un meilleur **respect des horaires, améliorer le service, et rouvrir les anciennes voies ferrées** dans les zones rurales.
- Nous pensons qu’il faut également **intervenir sur les coûts des transports**, en particulier les transports TER, qui paraissent à certains d’entre nous trop élevés. A cette fin, de **nouveaux systèmes tarifaires peuvent être mis en place** (notamment pour les personnes à faible revenu et les personnes âgées).
- **Poursuivre la réduction des voitures privées en centre-ville**, et des poids lourds sur les grands axes urbains et non-urbains. Pour certains d’entre nous, cela peut aller jusqu’à l’interdiction des voitures en centre-ville, comme cela se fait déjà pour certaines stations de ski sans aucune difficulté, à l’exclusion des véhicules propres. Le transport fluvial n’a-t-il pas un avenir dans notre région ?
- **Favoriser et augmenter le réseau de transport de marchandises ferroviaire**. Les livraisons sur de longues et de courtes distances doivent se faire autrement ; à terme, cela se fait selon une autre logique que celle adoptée majoritairement actuellement, comme cela commence à se faire dans les grandes métropoles.
- L’une des questions qui se pose à certains d’entre nous, est celle du « comment faire » pour ne pas avoir l’impression de vivre un retour en arrière en changeant leurs pratiques. Nous avons eu également un débat sur les choix à faire, entre **adapter l’existant ou investir dans du neuf ?**

Pourquoi ? Quels constats de départ

Selon nous, si nous pouvons adapter l'existant dans certains cas, nous avons besoin de nouvelles possibilités pour atteindre les niveaux de baisse de 50% voire au delà. Nous avons constaté que baisser nos émissions de 15 à 25% est souvent à notre portée sur une période de temps courte (de quelques mois à deux ou trois ans), mais pour aller au-delà, **nous avons besoin de nouvelles initiatives, de nouvelles offres**. C'est vrai dans les déplacements, la consommation, l'énergie et l'habitat, même si les exemples que nous prenons sont surtout inspirés des possibilités de pratiques de déplacements.

Exemples de mesures à prendre

- Nous évoquons la mise en place de **compteurs intelligents**, qui commencent à se développer, permettant de vérifier sa consommation en temps réel, et d'agir immédiatement. Les compteurs électriques doivent donner l'information de manière pratique et utile, permettant de voir, de partager de l'information dans le ménage, et d'agir ; de même les équipements de chauffage pourraient donner une information en temps réel sur les consommations (comme certaines voitures donnent de l'information en temps réel au conducteur).
- Il nous semble important de **développer les parkings gardés et gratuits en périphérie des centres-villes** pour nous inciter à prendre les transports en commun. Un service de nuit de transports urbains et extra-urbains, ou un système de minibus électriques à la carte pourrait être généralisé.
- Le **climat** est à prendre en compte : nos usages sont différents selon les saisons, par exemple pour le vélo.
- Les **possibilités d'autopartage doivent être élargies**, de même que le covoiturage dans toute la région, en adaptant les horaires et les points de rendez-vous. L'offre du covoiturage pourrait être jumelée avec la diffusion que l'on constate du smartphone, où les personnes intéressées se déclareraient sur un site et des bornes seraient positionnées sur le territoire. Le trajet serait alors référencé, et les utilisateurs seraient avertis par sms. Certains sites sont pratiquement déjà à ce niveau d'offre de service.
- **L'offre en recharge de véhicules électriques n'est pas suffisante sur le territoire**. Nous avons fait une recherche rapide sur internet, et avons trouvé 4 bornes de biocarburant sur 65 km à la ronde autour d'Aix les Bains, et aucune borne électrique. Néanmoins, pour certains d'entre nous, la voiture électrique est loin d'être la solution durable. Il faudrait ainsi un nombre très important de lithium pour sa production en très grande quantité, elle requerrait une montée en puissance de la production d'électricité nucléaire, et n'inciterait pas à revoir l'usage de ses modes de déplacement. Elle ne fait donc pas l'unanimité dans notre groupe. Nous pensons qu'il faut **également développer les véhicules hybrides** et faciliter leur usage au sein de la région. A cette fin, la Région doit avoir un rôle de contrôleur et d'accompagnateur renforcé sur le territoire. Par ailleurs, il nous semble que **les expériences étrangères** peuvent être aussi une source d'inspiration ; nous devons en prendre acte pour mettre en place des solutions concrètes. Comment la région et les collectivités s'organisent pour cela et pour partager cette information ?

Par rapport à l'objectif de réduire de 75 à 80% les émissions de GES à l'horizon 2050, nous avons travaillé de la manière suivante.

Nous nous sommes interrogés collectivement sur ce qui nous séparait de 1970, pour nous permettre d'appréhender les changements possibles sur une période de 40 ans. Ceux qui d'entre nous ont connu cette période ont mis en avant des changements forts dans les pratiques, les modes de vie, les choix collectifs et individuels.

Ensuite, nous avons étudié des scénarios de vie dans le monde post carbone ; les premiers, développés par Grenoble Alpes Métropole, permettaient de suivre 3 habitants de l'agglomération post-carbone, en 2040. Un scénario de vie en 2050 produit par un collectif mobilisé par Grand Lyon a également été étudié. Nous nous sommes demandé ce qui nous plaisait ou non dans ces scénarios, et ce qui nous donnait envie de vivre ou pas dans ce monde post-carbone. Nous avons remarqué qu'il serait nécessaire de produire ce même type de scénarios pour les territoires ruraux, **le monde post-carbone ne sera pas qu'une réalité en ville.**

La modification des pratiques est plus importante encore si l'on prend en compte l'augmentation attendue de 25% de la population en 2050.

Les leviers que nous recommandons pour 2020 sont, dans une grande mesure, également valables pour 2050. Il nous semble en effet que les actions de 2011 vont contribuer à **la mutation attendue.**

La perspective 2050 nous conduit à souligner :

- Le besoin de basculer d'une « communication » sur la réduction des émissions de GES à une **éducation**, à la fois au niveau de l'école mais aussi au travers de l'éducation populaire. Le recours à de la formation professionnelle obligatoire dans les entreprises et les administrations nous paraîtrait une mesure cohérente avec les enjeux.
- La nécessité que les prix des produits et des services correspondent plus à **la réalité des coûts** (en particulier des conséquences des émissions de GES contenus dans les produits et services), en particulier en ayant recours à une taxe carbone.
- Les possibilités de développer **l'autonomie alimentaire de la région**, par exemple en préservant des surfaces agricoles dans les plans et documents d'urbanismes, et en permettant une appropriation publique de ces surfaces par exemple par des particuliers ou des collectifs.
- Le besoin de **végétaliser les villes et bourgs**, en augmentant les mètres carrés de végétalisation, y compris sur les toits et les murs, et en permettant l'installation de potagers en zones urbaines, publics, partagés ou non.

- Un des leviers consiste à **développer l’habitat plus collectif et plus partagé**, en soutenant les initiatives collectives portant des choix innovants (jardins communs, buanderies et chambres d’amis communes, ...) pour des projets de constructions neuves, et aussi pour des projets de transformation de logements anciens dans cet esprit. Il nous semble que le développement à grande échelle de composteurs collectifs serait un premier pas dans cette recherche, parce qu’il crée des habitudes nouvelles qui vont permettre l’émergence de nouveaux projets.
- **Soutenir les changements dans le système éducatif** notamment pour former aux nouvelles filières, aux nouveaux métiers qui vont faciliter la transition vers la société post-carbone.
- **Favoriser le partage des connaissances en général et la recherche scientifique en particulier**, par des systèmes soutenant « l’open source » (pas de brevet, pas d’utilisation payante des résultats) et la recherche publique.
- D’une façon générale, nous aimons l’idée d’un 2050 qui requiert, de la part des sociologues, urbanistes, architectes (etc.), d’inventer d’autres concepts de vie, offrant de nouveaux équilibres entre le travail, la culture, l’apprentissage, les amis et la famille.

Nous avons débattu par rapport à cette échéance, des questions suivantes :

- **Une peur d’un « flicage » généralisé en 2050** et un suivi de nos choix de déplacement, voire nos choix de consommation ...
- Faut-il ou non développer les **habitats légers** (yourtes, mobiles homes, containers améliorés – même avec les normes BBC...) ?
- Faut-il **changer la société** en remettant en cause le système capitaliste actuel, poussant à l’individualisme, au gaspillage, à la croissance anarchique ? cette remise en cause permettant d’aller vers plus de collectif, plus d’égalité et plus de partage. Certains considérant que le changement de système n’est pas souhaitable ou possible et que la transformation doit se faire dans le système actuel.
- Libérer du temps de travail contraint, pour **libérer du temps de travail pour le collectif à l’échelle locale** (gérer des espaces collectifs, gestion des déchets ...).
- **Rationaliser l’énergie et ramener sa production, son transport et sa distribution dans la sphère publique**, en particulier pour développer au maximum la production d’énergie à l’échelle locale.

Le travail que nous avons fait dans l'atelier, nous a amené à soulever des problématiques, des controverses et des débats. Sur la dizaine de points de controverses, nous en avons retenu quatre, considérés comme les plus importants par le groupe (la liste des débats se trouve en Annexe 3).

1) Les répercussions d'une réduction des émissions de gaz à effet de serre sur notre mode de vie

Nous sommes conscients de la nécessité de changer de comportement, mais nous nous demandons si réduire les émissions de gaz à effet de serre aura un impact sur notre qualité et notre confort de vie. En somme, changer son mode de vie, est-ce vivre mieux ou moins bien ?

Les enjeux du débat

- En premier lieu, nous nous demandons si changer son mode de vie impose ou non un **bouleversement culturel et politique**. A titre d'exemple, pouvons-nous réellement lutter contre la société de consommation ? Peut-on se préparer à une société moins abondante en biens matériels ?
- Pour certains d'entre nous, l'être humain est à la recherche **du bonheur et du confort**. Dans ce contexte, ils se demandent s'il est possible de vivre autrement. Réduire nos émissions de gaz à effet de serre, est-ce tenter de vivre mieux ou moins bien, et peut-on être heureux avec moins ?
- Pour atteindre ces objectifs de réduction de GES : faut-il un changement de mode de vie ? Faut-il tomber dans l'autarcie ?
- Nous avons donc mis en avant la problématique du changement qui consiste à connaître les **moyens qui permettront de réussir à s'adapter**. Pour certains d'entre nous, il faut changer par palier, progressivement, mais pour d'autres, il faut un changement radical rapidement, motivé par l'urgence du changement climatique.
- De même, nous nous demandons si **notre système politique est compatible avec l'objectif de la réduction des émissions de gaz à effet de serre** : restons-nous dans les modes de vie de notre société actuelle ?
- Dès-lors, nous nous demandons s'il y a une **obligation de s'adapter ou non**, et de revoir son mode de vie et ses loisirs.
- Les **contraintes que nous sommes prêts à accepter** ne sont pas les mêmes pour tous ; cela nous impose de réfléchir à ce que nous sommes prêts à sacrifier ou non.
- Concernant le pouvoir d'achat, nous **ne sommes pas tous prêts à consommer autrement et ce, dès maintenant, pour atteindre les objectifs de 2050**. D'où notre interrogation sur la nécessité, ou non, de contraindre pour atteindre les objectifs de 2050.
- Si certains d'entre nous imaginent un avenir constitué de nouvelles technologies, d'autres mettent en avant le risque **d'une précarité énergétique et une raréfaction des matières premières**. Dès-lors, est-ce que 2050 sera une régression par rapport à 2011 en termes de qualité de vie ?

- Si pour certains d'entre nous, **l'incertitude face à l'inconnu** provoque le changement, pour d'autres, il peut avoir un effet paralysant.
- Enfin, nous nous interrogeons sur un possible **conflit de génération** qui serait motivé par une différence des modes de vie entre les années 70 et aujourd'hui, où nous sommes passés du rien (par rapport à aujourd'hui – mais ce n'était pas le point de vue de 1970 évidemment) au tout. De même, de 2010 à 2050, certains se demandent si c'est passer dans l'autre sens de tout à rien ? Ce qui implique de nous interroger sur la façon dont nous tous, et les nouvelles générations en particulier, envisageons le futur. Par ailleurs, si la jeunesse veut du changement mais les personnes plus âgées, qui ne connaîtront pas 2050, en veulent-elles ? Assurément, notre groupe a permis de voir que la réponse peut être positive ; mais comment partager cela ?

2) Comment faire bouger 6 millions de personnes (et au-delà, 7 milliards) ? Est-ce possible ? Adaptation de l'école, des métiers, décisions politiques globales... Des initiatives en profondeur sont nécessaires pour impliquer toute la population. Est-ce possible ?

C'est en mobilisant le plus de personnes que l'impact des changements se fera davantage ressentir et que les décisions seront soutenues. Les enjeux sont importants : **il nous faut donc agir !** En effet, si nous n'agissons pas aujourd'hui, nous risquons de nous retrouver devant l'épuisement des énergies fossiles avec des modifications de l'éco-système, et nous ne pourrons, alors, plus rien faire sinon subir. Mais comment faire agir tous les Rhônalpins, et est-ce que cela a du sens si seulement une partie d'entre eux agit ?

Les enjeux du débat

- Le changement peut paraître difficile, notamment à cause de **la crainte de vivre moins bien**.
 - Nous avons peur du changement des habitudes (prendre un pull et baisser d'un degré la température de notre logement, à titre d'exemple). On se cache derrière cette dure réalité pour être en sécurité. Jusqu'à quand pourrons-nous le faire ?
 - Il y a une **perte d'espérance envers la jeunesse** car nous avons l'idée qu'elle est trop dépendante des acquis (nouvelles technologies et applications notamment) – mais cette dépendance est-elle limitée aux jeunes ?
 - Il y a toujours des **réfractaires au changement**. Peut-on les entraîner ou faut-il les contraindre ?

Mais le changement est possible ; **on peut vivre autrement. Certains d'entre nous ont** envie de changer car la vie d'aujourd'hui est dure et cela incite au changement, pour trouver autre chose. Nous avons l'espoir en l'avenir (des gestes sont à la portée de tous).

- Pour nous, l'une des voies à suivre est la valorisation des personnes impliquées dans ce changement pour toucher le plus de monde ; nous évoquons **l'effet boule de neige**. Nous

trouvons que le sujet est peu développé dans les médias, néanmoins certains s'interrogent sur l'efficacité réelle d'un « matraquage » médiatique.

- Certains d'entre nous pensent que le changement ne peut se faire que par **la contrainte** : c'est en obligeant les gens que l'on pourra atteindre les objectifs souhaités.
 - Ils se fondent sur l'idée que l'Homme est égoïste et individualiste, et qu'il ne changera pas de lui-même.
 - Il n'y a pas assez d'exemplarité par nos élus et nos dirigeants, pour nous inciter aux comportements éco-responsables.
- D'autres pensent que **la contrainte n'est pas une solution pour résoudre le problème actuel** :
 - Ils mettent en avant la **confiance en l'Homme** pour une action commune.
 - Les **mentalités peuvent et vont changer** ; il faut y croire et agir en conformité !
 - Comme nous l'avons indiqué dans le premier levier, une incitation des médias, des politiques, des personnes célèbres, des associations et des pouvoirs publics est nécessaire pour diffuser de l'information concrète, utile et marquante, dans le but de sensibiliser les gens. Il est essentiel que la population prenne conscience de l'urgence du changement et agisse en conséquence.

Nous pensons qu'en **laissant la liberté de penser et d'agir**, cela va amener des actions plus réfléchies, qui auront pour corolaire une implication plus importante des habitants. L'avenir est dans les mains de tous ; c'est à nous qu'il appartient de le construire.

- L'enjeu de la conscientisation : on est convaincu que chacun possède l'information (qui est disponible si on la recherche) mais il manque une étape, **celle de la prise de conscience pour agir**. Comment doit-elle se faire ?

3) L'objectif de 75% à 80% : est-ce tenable (de plus avec une population en croissance) ? les coûts, les priorités, les arbitrages nécessaires

Nous n'avons pas eu de difficultés majeures pour réfléchir sur l'échéance 2020, car cela ne demandait qu'une projection de neuf ans. Mais ce ne fut pas le cas pour l'échéance 2050, qui nous impose d'anticiper sur ce que sera notre monde dans trente-neuf ans ; à cette date, les plus jeunes d'entre nous auront une soixantaine d'années. Nous nous sommes interrogés sur les conditions de réalisation d'une société post-carbone fossile et sur les moyens que nous étions prêts à mettre en place.

- Pour certains d'entre nous, nous nous demandons si le courage politique sera au rendez-vous, et si certains politiques seront prêts à prendre des mesures impopulaires (mesures coercitives notamment), en prenant le risque de mettre en péril leur réélection. Lorsque nous avons débattu de ce point avec Bernard Leclair, il nous a retourné la question. Nous y avons répondu.
- Si nous sommes conscients que nous avons des efforts à faire, nous nous demandons **quelle est la place à accorder aux efforts individuels et aux efforts collectifs** ? Quelle est la part et le rôle des individus et des ménages d'un côté, et des entreprises et administrations de l'autre côté, dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre ?
- Pour certains d'entre nous, 2020 demeure la priorité, alors que d'autres mettent en avant que l'échéance est trop proche pour trouver des marges de manœuvre réelles, et que 2050 nous laisse le temps d'agir. Les mesures à adopter ne seraient alors pas les mêmes selon les deux échéances, et les objectifs différeraient.
- Nous nous interrogeons donc sur **les échéances** qui nous sont proposées pour mettre en place les divers moyens d'action. Si certains d'entre nous mettent en avant la nécessité d'une action dès aujourd'hui sur le climat, d'autres – minoritaires dans le groupe - soulignent l'importance de certains problèmes que l'on doit résoudre en priorité (le chômage et la pauvreté notamment), qui pourraient venir **supplanter les enjeux climatiques dans les priorités et choix politiques**. Ainsi, nous ne sommes pas tous d'accord sur ce que nous entendons par priorités à court terme, et priorités à plus long terme vis-à-vis des questions environnementales et sociétales. Pour d'autres, majoritaires, l'action sur le climat a des répercussions positives sur les enjeux de type lutte contre la pauvreté et le développement de l'emploi local, et donc ne demande pas à faire des choix d'agir ou non dès maintenant.
- Dès-lors, la question reste posée sur ce que nous pouvons initier en 2011 pour 2050.

4) Peut-on continuer à vivre dans les territoires ruraux ?

Certaines prospectives conduisent à penser que les zones rurales doivent être abandonnées au profit des villes, habitat regroupé et densifié et donc plus efficace sur le plan énergétique. Cela ne paraît pas réaliste, beaucoup de gens habitent dans les zones rurales en particulier parce que les villes n'offrent ni la qualité de vie, ni l'accessibilité financière des territoires ruraux. . Et si tout le monde vivait en ville, quelles seraient les possibilités de logement, quels seraient les emplois et les activités économiques ?

La désertification et l'abandon des campagnes seraient **une perte de patrimoine et de ressources**.

1) Nous avons vu des scénarios privilégiant les modes de vie urbains en hypercentre. :

Les scénarios à dominante exclusivement urbaine ne sont pas crédibles et ne nous donnent pas envie. Cela impliquerait-il des métropoles reliées entre elles par des couloirs sécurisés ? Veut-on revenir au Moyen-âge ? Cela ne paraît pas réaliste de concentrer les zones d'agriculture uniquement autour des villes. Aurait-on des habitants des villes qui iraient travailler aux champs la journée ? Ces scénarios nous paraissent porteurs d'un repli sur soi, à l'intérieur de mégalopoles, et nous n'en voulons pas.

2) Nous souhaitons des scénarios qui permettent de continuer à vivre dans les territoires ruraux et cela nous paraît compatible avec un monde post-carbone

- **Via un désengorgement des villes**, y faire des lieux de vie, notamment pour les personnes qui n'ont plus besoin d'être en ville (personnes âgées et leurs déplacements - même si elles ne sont pas les seules concernées), la mise en place de **lieux de villégiature** de proximité pour les citadins et le développement de petites unités de productions énergétiques décentralisées (éolien, solaire, cogénération et hydroélectricité), l'aspiration à un **retour à la nature**, et **l'entretien des paysages** (zones cultivées et non cultivées).
- **Ces scénarios mériteraient d'être explorés ; pour nous, ils passeraient par :**
 - **Regroupements communaux** – dans les services administratifs, ressources humaines, écoles, ... pour trouver des capacités d'agir ensemble qui n'existent pas toujours aujourd'hui.
 - Encourager les aides publiques et les subventions pour les **artisans de proximité** et les **services de première nécessité** en territoires ruraux : les médecins en maison médicale par exemple.
 - Encourager le **retour des magasins de proximité** et itinérants.
 - **Revoir le réseau routier** : service à la carte. Modes de transport doux via des centrales de réservation, par exemple via Smartphone.
 - **Revoir le réseau ferroviaire** : Audit des lignes qui pourraient être remises en service, cela permettrait de faire revenir les jeunes et les habitants en zones rurales.
 - **Tourisme pittoresque de qualité**: attirer les français et les étrangers dans des lieux d'exceptions et les endroits remarquables. Petits trains touristiques, chambres d'hôtes, gîtes... (par exemple, la valorisation de la Grotte Chauvet). Favoriser le classement des sites en patrimoine historique et culturel (Pérourges).

- **Les Aides** : favoriser l'habitat (construction et rénovation) dans les campagnes. Comme les 20% de logement social dans les villes, inventer les 20% de logement social dans les campagnes (en se réappropriant en milieu rural la loi SRU (Solidarité et Renouvellement Urbains) des 20% de logements sociaux dans les villes de plus de 80 000 habitants).
 - Le **Plan climat devrait pouvoir s'adapter** librement dans les petites communes et dans le monde rural, car ce sont des zones bien spécifiques. Il faut appliquer le SRCAE aux enjeux et préoccupations du monde rural et des petites bourgades. Nous pensons en effet que le milieu rural diffère du milieu urbain, et qu'il faut donc **adapter** les recommandations du SRCAE en fonction du milieu. Le SRCAE doit être décliné pour qu'il y ait une certaine autonomie à sa réalisation et qu'il puisse **s'adapter aux recommandations régionales**. Il est nécessaire d'avoir une certaine souplesse réservée aux zones rurales, pour récupérer certains points du SRCAE afin qu'il soit réellement applicable en milieu rural, et qu'il ne soit pas un schéma de plus, sans incidences dans certaines zones du territoire.
- Néanmoins, certains d'entre nous tiennent à souligner que le développement des villes ne signifie pas forcément une volonté de désertifier les campagnes. Face à l'extension incontrôlée des zones de résidence péri-urbaines, qui nécessite des déplacements, eux-mêmes sources de pollution, de nuisances et ayant un coût économique non négligeable, ils sont favorables à un habitat urbain qui s'orienterait vers une architecture urbaine novatrice, notamment via la mise en place d'éco-quartiers qui préserveraient l'espace individuel.

CONCLUSION : LE MESSAGE QUE NOUS REMETTONS AUX CITOYENS

A l'issue du travail en atelier, après avoir répondu au mandat posé par la Région et donné nos préconisations, nous nous sommes interrogés sur les messages que nous avons pour les Rhônalpins dans la perspective de la mise en place d'une société post-carbone en 2050. Nous avons voulu transmettre trois grands principaux messages.

Pour certains d'entre nous, nous mettons en avant que si nous voulons vivre dans le monde de 2050 dans des conditions acceptables, nous pensons que nous devons nous adapter et changer de comportement et ce, à tous les niveaux. L'urgence des enjeux climatiques nous imposerait, en effet, de baisser nos émissions de gaz à effet pour conserver notre région et notre planète dans des conditions proches que celles actuelles, d'autant plus que les ressources s'amenuisent.

D'autres soulignent que si nous devons changer, nous ne devons pas reporter continuellement au lendemain les actions que nous avons à entreprendre. Il leur paraît indispensable de changer dès maintenant, dans la mesure où nous en avons encore la possibilité! Certes, nous savons, pour une partie d'entre nous, que certains changements risquent d'être durs, et nous en sommes conscients, mais nous tenons à souligner que si nous agissons tous ensemble, nous pouvons y arriver. Nous sommes tous des acteurs dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre ; nous avons tous un rôle à jouer. Il s'agirait alors d'avoir confiance en l'avenir et en l'Homme, et de ne pas avoir peur du changement !

Enfin, quelques-uns de notre groupe pensent que la vie post-carbone est une vraie opportunité pour vivre mieux, dans un monde que nous aurons nous-mêmes réadapté, et soulignent dans ce message final certaines valeurs humaines, notamment la solidarité, le partage, l'entraide et l'égalité. Si certains d'entre nous s'interrogent sur la nécessité ou non de tout révolutionner et de mettre en place des mesures coercitives, nous sommes d'accord sur le fait que si l'on ne peut pas forcément tout contrôler, nous devons néanmoins agir. Nous sommes bien acteurs de notre futur. Le chemin vers un monde sans carbone fossile est ouvert, alors empruntons-le ensemble !

Nous avons conclu notre atelier en imaginant quels messages nous pouvions remettre aux Rhônalpins, les voici restitués.

| | | |
|--|---|--|
| <p>Rhônalpines, Rhônalpins,</p> <p>Il nous faut dès maintenant s'atteler à une lourde mais nécessaire tâche si en 2050, nous voulons que nous enfants vivent dans un monde acceptable. Nos ressources énergétiques diminuent et nous nous devons de nous adapter. Réagissons ! Changeons nos habitudes et nos attitudes ! Soyons réactifs et réalistes</p> | <p>Pour un monde meilleur, un changement de comportement doit se faire, à tous les niveaux (social, politique...). Restons ou devenons unis.</p> | <p>N'ayez pas peur !</p> |
| <p>A tous les citoyens de Rhône-Alpes, je vous encourage à lire attentivement le « document réalisé » par nos ateliers citoyens. Bonne chance</p> | <p>Toi comme moi, tu es un acteur potentiel et attendu qui apporte par tes engagements, ta volonté et ton action à une qualité de vie qui plaira à tes enfants</p> | <p>Au terme de l'atelier citoyen air énergie climat, auquel je viens de participer et qui m'a convaincu de l'urgence des mesures à prendre pour préserver notre environnement. Soyons tous acteurs de notre futur et de celui de nos enfants</p> |
| <p>Après trois week-end passés avec des spécialistes, il faut absolument baisser le taux de gaz à effet de serre très vite, et ce, pour le salut de l'humanité</p> | <p>Demain... Préparez-vous à oublier hier !!!</p> | <p>Informez-vous sur les gaz à effet de serre</p> <p>Et bougez-vous maintenant</p> <p>La bombe est amorcée</p> <p>A nous de l'arrêter</p> |
| <p>Cet atelier citoyen m'a convaincu de l'obligation d'évoluer pour que la Terre survive, mais aussi que la vie post-carbone est une vraie opportunité pour vivre mieux dans les valeurs retrouvées : solidarité, partage, entraide à condition de changer dès à présent !</p> | <p>En 2100, la température aura augmenté de 5°C si nous ne faisons rien. Nous devons tous changer de comportement et accepter les mesures d'amélioration si nous voulons le « moins pire ».</p> | <p>Ensemble, citoyens et pouvoirs publics, nous devons, nous allons construire la société 2050 : écoresponsable, basée sur une plus grande solidarité, une plus grande égalité et sur un retour à de nouvelles valeurs sociales.</p> |

| | | |
|--|--|---|
| <p>Pour aller vers une société post-carbone, il est indispensable de changer nos comportements de vie</p> | <p>Avez-vous pensé à vos obligations et à vos droits sur la question de Rhône-Alpes post-carbone</p> | <p>Sobriété et convivialité ... et ruralité</p> |
| <p>Changeons de comportements ensemble petit à petit pour éviter de subir les conséquences à moyen terme.</p> <p>Un monde plus proche et moins gourmand en énergie est possible et nécessaire, même si le chemin sera dur.</p> | <p>Vous ne représentez que 1/1000^{ème} de la population mondiale ; les effets que nous sommes obligés de faire pour la réduction de gaz à effet de serre ne représentent pas grand-chose mais ils sont indispensables</p> | <p>Croire en votre action !</p> |
| <p>Agissons dans la confiance, le positivisme, et la croyance en un monde meilleur.</p> <p>Enlevons nos peurs qui nous bloquent pour avancer</p> | <p>On va tous cultiver aujourd'hui pour recueillir demain un monde meilleur ou diminuer nos gaz à effet de serre</p> | <p>Ensemble, préparons le changement climatique</p> <p>Ensemble</p> <p>Allons enfants de la patrie, le jour de gloire est arrivé</p> |
| <p>Bougeons-nous, il est impératif de prendre conscience du changement climatique et de l'obligation de réduire nos émissions de gaz à effet de serre</p> | <p>Le chemin vers un monde sans carbone est ouvert, empruntons-le, il est plein de bonnes nouvelles pour l'avenir</p> | <p>Message pour l'enjeu post-carbone : pour vivre bien, nous devons changer nos comportements</p> <p>Ensemble, nous pouvons y arriver !</p> |
| <p>Pouvoir conserver coûte que coûte notre belle région, notre pays, notre planète, son état actuel, voir l'améliorer</p> | <p>Suite aux ateliers citoyens, nous avons pris conscience qu'il était important de tout mettre en œuvre pour réduire les gaz à effet de serre</p> | <p>Créons un tribunal populaire du Climat en région Rhône-Alpes !</p> <p>Donnons un budget participatif pour l'éducation à la réduction des émissions de gaz à effet de serre !</p> |
| <p>Changeons !</p> | <p>Ayez confiance en l'Homme, mais agissez, agissez ensemble. Ce sont les petites rivières qui font les grands fleuves</p> | <p>Prenons conscience que notre belle région Rhône-Alpes sera toujours belle si tous nous faisons l'effort de la conserver</p> |

ANNEXE 1 : Texte de l'une des participantes de l'Atelier Climat, lu en fin d'atelier et mis en annexe de l'avis, à la demande des participants

« Nous sommes dans une société qui nous prive de notre liberté. Nous devons dépendre de l'argent pour nous en sortir : sans argent on ne peut pas manger, sans argent on ne peut pas s'habiller, sans argent on ne peut pas s'abriter, sans argent on ne peut pas voyager...

Tout est pensé pour que l'humain rentre dans un moule, soit dépendant ; les pensées sont orientées vers un même but : la survie. Les peurs sont créées et amplifiées pour pouvoir davantage contrôler les gens : peur de manquer, peur d'être malade, peur de souffrir, peur d'être bouleversé, peur de l'inconnu, peur de changer ses habitudes...

La peur est un sentiment négatif qui empêche l'humain de faire les choix que tout son corps, son être a envie et besoin. Son bien-être va être mis de côté par peur. Il va préférer une certaine sécurité en laissant de côté des envies. Mais ces envies sont la clef du bien-être.

Je pense que si nous voulons construire un avenir meilleur, nous devons oublier ces peurs qui nous bloquent. Nous devons faire confiance en l'Homme. L'Homme est bon et peut changer. Le comportement humain vis-à-vis des émissions de gaz à effet de serre nous le montre bien.

Un grand nombre de personnes a envie de préserver la planète. L'envie est là, mais la peur d'agir est plus grande. Pourquoi ? Chaque personne a ses habitudes et son confort, qui la préservent de la dure réalité. Mais jusqu'à quand pourra-t-on le faire ?

Aujourd'hui, on nous donne la possibilité d'agir. Agir avec son cerveau, certes, mais le cœur dans tout ça ? N'oublions pas que le cœur de la vie c'est l'amour. Qu'est-ce que l'amour ? C'est ce qui nous permet d'être heureux, d'avancer malgré des événements difficiles, et malgré une société de pouvoir où cette émotion n'a guère sa place.

Avec les actions que nous proposons, nous voulons préserver la planète, mais cela ne peut se faire qu'en ayant confiance en l'Homme, en positivant et surtout en nous enlevant ces peurs qui ne permettent pas le changement.

Arrêtons-nous un moment : si on met de côté quelques instants ces soucis et nos pensées, et qu'on écoute son corps. Notre cœur bat, notre peau est chaude, nos poumons s'ouvrent à chaque inspiration, on se sent vivre, exister. C'est un sentiment qu'on a tendance à oublier, car on est trop dans nos pensées et notre quotidien. Nous sommes tous égaux, nous fonctionnons tous de la même manière, alors pourquoi ne pas avoir confiance en la vie ?

Plus nous sensibiliserons les gens à avoir confiance et enlever les peurs, plus les changements espérés pourront se faire de manière naturelle et sereine.

L'avenir est dans les mains de tous, c'est à nous qu'il appartient de le construire ! »

Adelaïde

ANNEXE 2 : Programme des trois sessions de l'Atelier Climat

Première session de l'Atelier Climat :

Vendredi 8 avril 2011 :

- **Accueil des participants à 16 h30**
- **Séquence 1 : Accueil et prise de contact avec le groupe et présentation**
- **Séquence 2 : Présentation méthode de travail par l'équipe d'animation Missions Publiques et présentation du mandat**

Samedi 10 avril 2011

- **Accueil des participants à 8h30**
- **Séquence 1 : Le changement climatique et les émissions de gaz à effet de serre (GES)**
 - Intervention de Marie-Antoinette MELIERES, Climatologue, Collaboratrice de l'Observatoire de Sciences de l'Univers de Grenoble (Laboratoire des transferts Hydriques), Collaboratrice de l'Institut de la Montagne
- **Séquence 2 : Comment les politiques régionales prennent-elles en compte le climat ?**
 - Intervention de Sylvain COITE, Chargé de mission SRCAE (Schéma Régional Climat Air Energie), Direction du Climat, de l'Environnement, de la Santé et de l'Energie
 - Comment les politiques régionales prennent-elles en compte le climat ?
 - Intervention : Christophe DEBLANC: fonctionnaire d'Etat à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL)
- **Séquence 3 : Rappel du mandat**
 - Intervention de Benoît LECLAIR, vice-président à l'énergie et au climat du Conseil régional de Rhône-Alpes
- **Séquence 4 : La question du changement de comportement : a-t-on vraiment une marge de manœuvre ?**
 - Intervention de Nordine BOUDJELIDA (directeur de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) Rhône Alpes)
 - Intervention de Renaud PEISIEU (Conseil Energie, référent collectifs privés, Association Savoyarde pour le Développement des Energies Renouvelables (ASDER))
- **Séquence 5 : Conclusion**

Programme de la deuxième session de l'Atelier Climat :

Vendredi 13 Mai 2011 :

- **Accueil des participants à 16 h30**
- **Séquence 1 : Reprise de contact** : que s'est-il passé pour vous depuis la dernière fois, en lien avec les enjeux climatiques? Avez-vous parlé de l'atelier depuis la dernière session?
- **Séquence 2 : Travail sur les bilans carbone faits par les participants.**
- **Séquence 3 : Travail sur les freins et obstacles aux changements, via la question suivante : Quelles sont les raisons qui font qu'on n'y arrivera jamais ?**

Samedi 14 Mai 2011

- **Accueil des participants à 8h30**
- **Reprise du Schéma Régional Climat-Air-Energie (SRCAE)**
 - Intervention de Sylvain COITE, Chargé de mission SRCAE (Schéma Régional Climat Air Energie), Direction du Climat, de l'Environnement, de la Santé et de l'Energie
- **Séquence 1 : Que font les collectivités du territoire aujourd'hui sur la question climatique?** (présentation des différentes actions mises en place sur le territoire)
 - Intervention d'Hélène POIMBOEUF, Chef de projet environnement, Direction de l'Environnement, des Espaces naturels et du Climat Grenoble-Alpes-Métropole
- **Séquence 2 : Les implications concrètes des objectifs de réduction des GES de 40% à 2020 et de 80% à 2050** (quels sont les moyens qui doivent être mis en œuvre pour atteindre ces objectifs?)
 - Intervention de Stéphane La Branche, Chercheur-enseignant associé, Pacte de Grenoble, Titulaire, Chaire Planète Energie Climat, Institut d'études Politiques de Grenoble, Membre du GIEC-IPCC
 - Présence de Benoît LECLAIR, vice-président à l'énergie et au climat du Conseil régional de Rhône-Alpes
- **Séquence 3 : Séances projections de petits films en lien avec le climat**

- **Séquence 4 : Les changements réussis de comportement** (comment, en tant qu'individu, peut-on changer?) - présentation du concours des Familles à énergie positive mis en place par Chambéry Métropole
 - Intervention de Marie-Hélène FAURE, *Chargée de communication à l'ASDER (Association Savoyarde pour le Développement des Energies renouvelables)*
 - Présentation de l'action de deux familles « marraines » du concours :
 - La famille de Nicolas et de Cindy
Jeune couple sans enfants, vivant en appartement. Il est ingénieur, elle travaille dans les Ressources Humaines
 - La famille de Claude
Ils vivent avec leur fille dans une maison dont ils sont propriétaires. Ils sont dans l'enseignement.
- **Séquence 5 : Quels changements de comportements individuels et quelle(s) action(s) des pouvoirs publics ?** Travail sur les leviers qui seraient nécessaires pour permettre une diminution des émissions de gaz à effet de serre en 2020 et 2050 – séance post-it en sous-groupes et restitution collective

Dimanche 15 Mai 2011

- **Séquence 1 : Le monde de demain : projection en 2050** (comment arriver à une réduction de – 80% des GES?)
Travail sur le scénario de projection du Grand Lyon et sur les récits de vie de Grenoble Métropole.
- **Séquence 2 : Comment peut-on accompagner l'évolution de la société vers une société post-carbone, d'ici 2050 ?**
Travail de réflexion en sous-groupes
- **Conclusion de la deuxième session**

Programme de la troisième session de l'Atelier Climat :

Samedi 2 Juillet 2011 :

- **Accueil des participants à 08 h30**
- **Séquence 1 : Reprise de contact** : que s'est-il passé pour vous depuis la dernière fois, en lien avec les enjeux climatiques? Avez-vous parlé de l'atelier depuis la dernière session?
- **Séquence 2 : Récapitulatif du travail fait en atelier lors des deux dernières séances**
- **Séquence 3 : Rédaction de l'avis I** : Lecture du préambule proposé par l'équipe de Missions Publiques, réactions des participants en sous-groupes, constitution du comité de relecture, et reprise des leviers évoqués lors de la deuxième session en les priorisant.
- **Séquence 4 : Que sommes-nous à trente-cinq par rapport aux six millions d'habitants de la Région Rhône-Alpes ?**
 - Intervention de Lela BENCHARIF, Vice-Présidente déléguée à la démocratie participative, à la vie associative et à l'éducation populaire.
- **Séquence 5 : Rédaction de l'avis II** : travail en sous-groupes sur les différents leviers priorités, et reprise du préambule par le comité de relecture.
- **Séquence 6 : Rédaction de l'avis III** : Travail sur les principaux débats qui eurent lieu durant les trois sessions de l'atelier.

Dimanche 3 Juillet 2011 :

- **Accueil des participants à 08 h30**
- **Séquence 1 : Rédaction de l'avis IV** : retour sur le travail effectué lors de la journée de samedi
- **Séquence 2 : Rédaction de l'avis V** : travail en sous-groupes et reprise des leviers et débats déjà amorcés ; relecture par un deuxième groupe du préambule proposé samedi soir
- **Séquence 3 : Rédaction de l'avis VI** : mise en commun finale.
- **Conclusion de l'Atelier Climat**

ANNEXE 3 : Liste des débats de notre groupe (priorisés par vote des participants lors de la séance du samedi 2 Juillet)

1. Comment faire bouger 6 millions de personnes ? Est-ce possible ? Adaptation de l'école, des métiers, décisions politiques globales. Des initiatives en profondeur sont nécessaires. Est-ce possible ? Doit-on user de la contrainte ? - **(16 votes)**
2. Les moyens de la Région et des collectivités sont-ils suffisants ? (cohérence, exemplarité, ressources, quelle action ? Capacité de mobiliser ?) - (3 votes)
3. L'objectif de 75 à 80% : est-ce tenable ? les coûts, les priorités, les arbitrages nécessaires - **(11 votes)**
4. Le courage politique sera-t-il au rendez-vous ? - (7 votes)
5. Part des efforts individuels et collectifs ? Part des ménages et des entreprises ? - (3 votes)
6. Y aller maintenant ou plus tard ? Priorités à court terme, priorités à plus long terme. D'autres priorités que le climat - (1 vote)
7. Peut-on continuer à vivre dans les territoires ruraux ? - **(11 votes)**
8. Ce que nous pouvons initier en 2011 pour 2050 - (4 votes)
9. Faut-il être connecté à internet pour savoir où on en est au niveau des émissions de GES ? - (0 vote)
10. L'information dont nous disposons est incomplète (émissions cachées); les choix sont-ils les bons ? (voiture électrique) – (4 votes)
11. Les messages à faire passer : peur, conviction, explications ? (forme, contenu ...). De l'indifférence à l'action - (3 votes)
12. Les répercussions d'une réduction des émissions de gaz à effet de serre sur notre mode de vie (La qualité et le confort de vie : va-t-on vivre mieux ou moins bien ? L'emploi et l'économie : menace ou opportunité ? Changer de société/ la société : peut-on atteindre les objectifs si on reste dans la société actuelle ? Comment réduire ses besoins ? Comment produire de l'énergie nécessaire ?) **(22 votes)**